

5G : Huawei prêt à un pacte avec l'Europe et le Royaume-Uni

Soupçonné de proposer du matériel 5G ayant des canaux de communication directs avec les autorités chinoises, [Huawei](#) veut prouver sa bonne foi.

« Nous sommes prêts à signer des accords de non-espionnage avec les gouvernements {de l'Europe}, y compris le gouvernement du Royaume-Uni, afin de nous engager à faire en sorte que notre équipement réponde à la norme de non-espionnage et d'arrière-plan », [a déclaré](#) Liang Hua, Le président de Huawei, lors d'une conférence d'affaires tenue à Londres

Il a souligné qu'en signant avec des gouvernements européens, Royaume-Uni inclus, il compte se plier strictement aux normes anti-espionnage demandées.

La Grande-Bretagne hésite sur le traitement de Huawei

Une démarche pour répondre aux Etats-Unis qui mettent la pression sur les pays européens afin de le bannir du marché 5G dans leurs pays.

La Grande-Bretagne est toujours indécise sur le choix de l'équipementier pour la construction de ses réseaux 5G. Les autorités sont actuellement en train de contrôler le matériel de Huawei pour vérifier s'il correspond bien aux impératifs de sécurité et de résilience des réseaux de télécommunication sur le territoire. Les résultats de l'étude devraient être annoncés prochainement.

Cette « affaire Huawei » a engendré dernièrement le limogeage du ministre de la Défense, Gavin Williamson. Celui-ci aurait prétendu que le pays opterait pour les équipements 5G de Huawei.

Ce message plaçait de fait la Grande-Bretagne en contradiction avec son allié américain.

Les Etat-Unis vont-ils bannir Huawei ?

De leur côté, l'Allemagne et la Belgique [ont annoncé](#) que Huawei serait autorisé à participer aux appels d'offre pour la construction de leur réseau 5G.

La France reste dubitative sur les capacités d'espionnage des matériels prévus pour délivrer la 5G

et [l'ANSSI](#) garde l'oeil sur le chinois en attendant de prendre une décision définitive.

[Selon Reuters](#), qui des sources proches du dossier, Donald Trump s'apprêterait à signer un décret interdisant aux entreprises de son pays « d'utiliser des équipements de télécommunication fournis par des groupes représentant une menace en termes de sécurité nationale, ce qui ouvrira la voie à un bannissement du chinois Huawei ».

Plusieurs fois évoqué par le passé, ce décret ne devrait pas nommément citer le nom de Huawei et de la Chine.